

— Article 3 : il y a lieu de lire « pour regenwater, hierna genoemd « het algemeen reglement, worden » au lieu de « voor regenwater worden ».

— Article 4 : il y a lieu de lire « afkomstig van de produktie of het gebruik » au lieu de « afkomstig van de produktie en het gebruik ».

— Artikel 3 : dient « voor regenwater, hierna genoemd « het algemeen reglement, worden » in plaats van « voor regenwater worden » te worden gelezen.

— Artikel 4 : dient « afkomstig van de produktie of het gebruik » in plaats van « afkomstig van de produktie en het gebruik » te worden gelezen.

F. 93 — 2678 (92 — 1921)

[C — 31367]

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaire et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de la production des hydrocarbures chlorés. — Errata

Dans le *Moniteur belge* du 17 juillet 1992, dans la version française :

page 16462 :

— dans l'intitulé de l'arrêté, il y a lieu de lire « dans les eaux de surface ordinaires » au lieu de « dans les eaux de surface ordinaire ».

— Premier considérant : il y a lieu de lire « modifiée par la directive 88/347/CEE du 16 juin 1988 » au lieu de « modifié par la directive du 88/347/CEE du 16 juin 1986 ».

— Deuxième considérant : il y a lieu de lire « complété par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE » au lieu de « complété par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE ».

Section Ire. — Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène

— Section I : il y a lieu de lire « Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène » au lieu de « Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène ».

— Article 3 : il y a lieu de lire « applicables au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production » au lieu de « applicables au déversement des eaux usées provenant du section de la production ».

— Article 4 : il y a lieu de lire « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : » au lieu de « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : ».

— Article 4, 1^o : il y a lieu de lire « Pour la production et la transformation d'HCB » au lieu de « Pour la production et la transformation d'HCB ».

page 16463 :

— Article 4, 1^o, e : il y a lieu de lire « une procédure de contrôle simplifiée » au lieu de « une procédure simplifiée ».

Section II. — Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobutadiène

— Article 7 : il y a lieu de lire « secteur de la production et/ou de l'emploi d'HCBD » au lieu de « secteur de la production et de l'emploi d'HCBD ».

— Article 8 : il y a lieu de lire « les conditions complémentaires en ce qui concerne l'HCBD » au lieu de « les conditions complémentaires pour le déversement dans les eaux de surface ordinaires en ce qui concerne l'HCBD ».

Section III. — Dispositions spécifiques relatives au chloroforme

— Article 11 : il y a lieu de lire « secteur de la production et/ou de l'emploi de chlorométhanes » au lieu de « secteur de la production et de l'emploi de chlorométhanes ».

— Article 11, 1^o : il y a lieu de lire « par hydrochloration du méthanol » au lieu de « par hydrochloration du éthanol ».

page 16464 :

— Article 12 : il y a lieu de lire « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » au lieu

N. 93 — 2678 (92 — 1921)

[C — 31367]

21 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de produktie van chloorkoolwaterstoffen in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1992, in de Franse tekst :

bladzijde 16462 :

— in de titel van het besluit, dient « dans les eaux de surface ordinaires » in plaats van « dans les eaux de surface ordinaire » te worden gelezen.

— Ten eerste overwegende : dient « modifiée par la directive 88/347/CEE du 16 juin 1988 » in plaats van « modifié par la directive du 88/347/CEE du 16 juin 1986 » te worden gelezen.

— Ten tweede overwegende : dient « complété par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE » in plaats van « complété par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE » te worden gelezen.

Afdeling I. — Bijzondere bepalingen inzake hexachlorobenzeen

— Afdeling I : dient « Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène » in plaats van « Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène » te worden gelezen.

— Artikel 3 : dient « applicables au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production » in plaats van « applicables au déversement des eaux usées provenant du section de la production » te worden gelezen.

— Artikel 4 : dient « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : » in plaats van « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes : » te worden gelezen.

— Artikel 4, 1^o : dient « Pour la production et la transformation d'HCB » in plaats van « Pour la production et la transformation d'HCB » te worden gelezen.

bladzijde 16463 :

— Artikel 4, 1^o, e : dient « une procédure de contrôle simplifiée » in plaats van « une procédure simplifiée » te worden gelezen.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen inzake hexachlorobutadien

— Artikel 7 : dient « secteur de la production et/ou de l'emploi d'HCBD » in plaats van « secteur de la production et de l'emploi d'HCBD » te worden gelezen.

— Artikel 8 : dient « les conditions complémentaires en ce qui concerne l'HCBD » in plaats van « les conditions complémentaires pour le déversement dans les eaux de surface ordinaires en ce qui concerne l'HCBD » te worden gelezen.

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen inzake chloroform

— Artikel 11 : dient « secteur de la production et/ou de l'emploi de chlorométhanes » in plaats van « secteur de la production et de l'emploi de chlorométhanes » te worden gelezen.

— Artikel 11, 1^o : dient « par hydrochloration du méthanol » in plaats van « par hydrochloration du éthanol » te worden gelezen.

bladzijde 16464 :

— Artikel 12 : dient « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » in plaats van « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics par le règlement général » te worden gelezen.

de « Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général ».

— Article 12, 1^o, b : il y a lieu de lire « le rejet moyen de CHCl₃ ne peut dépasser » au lieu de « le rejet myen de CHCl₃, ne peut dépasser ».

— Article 12, 1^o, e : il y a lieu de lire « effluents contenant du CHCl₃ » au lieu de « effluents contenant de CHCl₃ ».

— Article 12, 2^o, e : il y a lieu de lire « effluents contenant du CHCl₃ » au lieu de « effluents contenant le CHCl₃ ».

— Article 13, deuxième alinéa : il y a lieu de lire « Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure » au lieu de « Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieurs ».

— Article 13, troisième alinéa : il y a lieu de lire « de plus ou moins 50 % » au lieu de « de plus ou mons 50 % ».

Section IV. — Dispositions communes et finales

— Article 17 : il y a lieu de lire « éliminer la pollution provenant de sources significatives de ces substances autres que les sources » au lieu de « éliminer la pollution provenant de source significatives de ces substances autres qui les sources ».

Dans le *Moniteur belge* du 17 juillet 1992, dans la version néerlandaise,

page 16462 :

— 6e Vu : il y a lieu de lire « Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 » au lieu de « Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ».

— 4e Considérant : il y a lieu de lire « op een eenvoudige manier » au lieu de « op een eenvoudige maniet ».

Section I. — Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène

— Article 2, 2^o : il y a lieu de lire « PER : perchloorethyleen » au lieu de « PER : erchloorethyleen ».

— Article 2, 3^o : il y a lieu de lire « CCl₄ : koolstoftetrachloride » au lieu de « CCL4 : koolstoftetrachloride ».

— Article 4 : il y a lieu de lire « in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen » au lieu de « in de gewone oppervlaktewateren ».

page 16463 :

— Article 4, 1^o, d) : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde HCB-gehalte » au lieu de « het maandelijks gemiddeld HCB-gehalte ».

— Article 4, 1^o, e) : il y a lieu de lire « er kan een vereenvoudigde controleprocedure » au lieu de « er kan een vereenvoudigde procedure ».

— Article 4, 2^o : il y a lieu de lire « PER en CCl₄ » au lieu de « PER en CCL4 ».

— Article 4, 2^o, a) et c) : il y a lieu de lire « PER + CCl₄ » au lieu de « PER + CCL4 ».

— Article 4, 2^o, d) : il y a lieu de lire « het maandelijks gemiddelde HCB-gehalte van de geloosde wateren » au lieu de « het maandelijks gemiddeld HCB-gehalte van de geloosde ateren ».

— Article 4, 2^o, e) : il y a lieu de lire « er kan een vereenvoudigde controleprocedure » au lieu de « er kan een vereenvoudigde procedure ».

— Article 5, 1er alinéa : il y a lieu de lire « voor het bepalen van HCB in afvalwater » au lieu de « voor het bepalen van HCB in afvalwagter ».

— Article 5, 3e alinéa : il y a lieu de lire « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » au lieu de « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 30 % bedragen ».

Section II. — Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobutadiène

— Article 6, 3^o : il y a lieu de lire « CCl₄ : koolstoftetrachloride » au lieu de « CCL4 : koolstoftetrachloride ».

— Article 7 : il y a lieu de lire « van de sector die HCBd produceert en/of verwerkt » au lieu de « van de sector die HCBd produceert of verwerkt ».

— Article 8 : il y a lieu de lire « Voor de produktie van PER en CCl₄ via perchlorering zijn de bijkomende voorwaarden inzake HCBd de volgende » au lieu de « Voor de produktie van PER en CCL4 via perchlorering zijn de bijkomende voorwaarden inzake HCBd voor het lozen in gewone oppervlaktewateren, de volgende ».

« Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général » te worden gelezen.

— Artikel 12, 1^o, b : dient « le rejet moyen de CHCl₃ ne peut dépasser » in plaats van « le rejet myen de CHCl₃, ne peut dépasser » te worden gelezen.

— Artikel 12, 1^o, e : dient « effluents contenant du CHCl₃ » in plaats van « effluents contenant de CHCl₃ » te worden gelezen.

— Artikel 12, 2^o, e : dient « effluents contenant du CHCl₃ » in plaats van « effluents contenant le CHCl₃ » te worden gelezen.

— Artikel 13, tweede alinea : dient « Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure » in plaats van « Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieurs » te worden gelezen.

— Artikel 13, derde alinea : dient « de plus ou moins 50 % » in plaats van « de plus ou mons 50 % » te worden gelezen.

Afdeling IV. — Gemeenschappelijke bepalingen en slotbepalingen

— Artikel 17 : dient « éliminer la pollution provenant de sources significatives de ces substances autres que les sources » in plaats van « éliminer la pollution provenant de source significatives de ces substances autres qui les sources » te worden gelezen.

In het *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1992, in de Nederlandse tekst,

bladzijde 16462 :

— Ten 6de gelet : dient « Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 » in plaats van « Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 » te worden gelezen.

— Ten 4de overwegende : dient « op een eenvoudige manier » in plaats van « op een eenvoudige maniet » te worden gelezen.

Afdeling I. — Bijzondere bepalingen inzake hexachloorbenzeen

— Artikel 2, 2^o : dient « PER : perchloorethyleen » in plaats van « PER : erchloorethyleen » te worden gelezen.

— Artikel 2, 3^o : dient « CCl₄ : koolstoftetrachloride » in plaats van « CCL4 : koolstoftetrachloride » te worden gelezen.

— Artikel 4 : dient « in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen » in plaats van « in de gewone oppervlaktewateren » te worden gelezen.

bladzijde 16463 :

— Artikel 4, 1^o, d) : dient « het maandelijks gemiddelde HCB-gehalte » in plaats van « het maandelijks gemiddeld HCB-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 4, 1^o, e) : dient « er kan een vereenvoudigde controleprocedure » in plaats van « er kan een vereenvoudigde procedure » te worden gelezen.

— Artikel 4, 2^o : dient « PER en CCl₄ » in plaats van « PER en CCL4 » te worden gelezen.

— Artikel 4, 2^o, a) en c) : dient « PER + CCl₄ » in plaats van « PER + CCL4 » te worden gelezen.

— Artikel 4, 2^o, d) : dient « het maandelijks gemiddelde HCB-gehalte van de geloosde wateren » in plaats van « het maandelijks gemiddeld HCB-gehalte van de geloosde ateren » te worden gelezen.

— Artikel 4, 2^o, e) : dient « er kan een vereenvoudigde controleprocedure » in plaats van « er kan een vereenvoudigde procedure » te worden gelezen.

— Artikel 5, 1e alinea : dient « voor het bepalen van HCB in afvalwater » in plaats van « voor het bepalen van HCB in afvalwagter » te worden gelezen.

— Artikel 5, 3e alinea : dient « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » in plaats van « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 30 % bedragen » te worden gelezen.

Afdeling II. — Bijzondere bepalingen inzake hexachlorobutadien

— Artikel 6, 3^o : dient « CCl₄ : koolstoftetrachloride » in plaats van « CCL4 : koolstoftetrachloride » te worden gelezen.

— Artikel 7 : dient « van de sector die HCBd produceert en/of verwerkt » in plaats van « van de sector die HCBd produceert of verwerkt » te worden gelezen.

— Artikel 8 : dient « Voor de produktie van PER en CCl₄ via perchlorering zijn de bijkomende voorwaarden inzake HCBd de volgende » in plaats van « Voor de produktie van PER en CCL4 via perchlorering zijn de bijkomende voorwaarden inzake HCBd voor het lozen in gewone oppervlaktewateren, de volgende » te worden gelezen.

— Article 8, 1^o : il y a lieu de lire « PER + CCl₄ » au lieu de « PER + CCl₄ ».

— Article 8, 3^o : il y a lieu de lire « PER en CCl₄ » au lieu de « PER et CCl₄ ».

— Article 8, 4^o : il y a lieu de lire « het maandelijkse gemiddelde HCBd-gehalte » au lieu de « het maandelijkse gemiddeld HCBd-gehalte ».

— Article 8, 5^o : il y a lieu de lire « er kan een vereenvoudigde controleprocedure » au lieu de « er kan een vereenvoudigde procedure ».

— Article 9, 2e alinea : il y a lieu de lire « begeleidende stoffen in het monster » au lieu de « begeleidende stoffen in het monster ».

— Article 9, 3e alinea : il y a lieu de lire « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » au lieu de « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 30 % bedragen ».

Section III. — Dispositions spécifiques relatives au chloroforme

— Article 10 1^o : il y a lieu de lire « CHCl₃ » au lieu de « CHCl₃ ».

— Article 11 : il y a lieu de lire « sector die chloormethanen produceert en/of gebruikt » au lieu de « sector die chloormethanen produceert en gebruikt ».

page 16464 :

— Article 12 : il y a lieu de lire « in de oppervlaktewateren en in de openbare riolen » au lieu de « in de oppervlaktewateren ».

— Article 12, 1^o : il y a lieu de lire « produktie van chloormethanen » au lieu de « produktie van chloormethanen ».

— Article 12, 1^o, a) : il y a lieu de lire « het CHCl₃-gehalte » au lieu de « het CHCl₃-gehalte ».

— Article 12, 1^o, b) : il y a lieu de lire « van CHCl₃ mag niet hoger liggen dan 10 gram per liter totale produktiecapaciteit » au lieu de « van CHCl₃ mag niet hoger liggen dan 10 gram per liter totale produktiecapaciteit ».

— Article 12, 1^o, e) : il y a lieu de lire « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in open lucht » au lieu de « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in openlucht ».

— Article 12, 2^o : il y a lieu de lire « chloormethaan » au lieu de « chloormethaan ».

— Article 12, 2^o, a) : il y a lieu de lire « het CHCl₃-gehalte » au lieu de « het CHCl₃-gehalte ».

— Article 12, 2^o, b) : il y a lieu de lire « de gemiddelde maandelijkse lozing van CHCl₃ » au lieu de « de gemiddelde maandelijkse elozing van CHCl₃ ».

— Article 12, 2^o, e) : il y a lieu de lire « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in open lucht » au lieu de « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in openlucht ».

— Article 13, 3e alinea : il y a lieu de lire « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » au lieu de « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 50 % bedragen ».

Section IV Dispositions communes et finales

— Article 14, 3e alinea : il y a lieu de lire « Onder nauwkeurigheid dient te worden verstaan het interval waarbinnen 95 % van de resultaten van de uitgevoerde metingen, op eenzelfde monster en volgens dezelfde methode, worden gevonden » au lieu de « Onder nauwkeurigheid wordt verstaan het verschil tussen de werkelijke waarde van de betrokken parameter en experimenteel vastgestelde gemiddelde waarde ».

— Article 15 : il y a lieu de lire « de lozingen die hexachloorbenzeen » au lieu de « de lozingen die hexachlorbenzeen ».

— Article 15 : il y a lieu de lire « de zuiveringsvoorwaarden meedelen » au lieu de « de zuiveringsvoorwaarden meddelen ».

— Article 17 : il y a lieu de lire « stelt specifieke programma's » au lieu de « stelt specifieke programma's ».

page 16465 :

— Article 17 : il y a lieu de lire « Deze specifieke programma's » au lieu de « Deze specifieke programma's ».

— Artikel 8, 1^o : dient « PER + CCl₄ » in plaats van « PER + CCl₄ » te worden gelezen.

— Artikel 8, 3^o : dient « PER en CCl₄ » in plaats van « PER et CCl₄ » te worden gelezen.

— Artikel 8, 4^o : dient « het maandelijkse gemiddelde HCBd-gehalte » in plaats van « het maandelijkse gemiddeld HCBd-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 8, 5^o : dient « er kan een vereenvoudigde controleprocedure » in plaats van « er kan een vereenvoudigde procedure » te worden gelezen.

— Artikel 9, 2e alinea : dient « begeleidende stoffen in het monster » in plaats van « begeleidende stoffen in het monster » te worden gelezen.

— Artikel 9, 3e alinea : dient « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » in plaats van « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 30 % bedragen » te worden gelezen.

Afdeling III. — Bijzondere bepalingen inzake chloroform

— Artikel 10 1^o : dient « CHCl₃ » in plaats van « CHCl₃ » te worden gelezen.

— Artikel 11 : dient « sector die chloormethanen produceert en/of gebruikt » in plaats van « sector die chloormethanen produceert en gebruikt » te worden gelezen.

bladzijde 16464 :

— Artikel 12 : dient « in de oppervlaktewateren en in de openbare riolen » in plaats van « in de oppervlaktewateren » te worden gelezen.

— Artikel 12, 1^o : dient « produktie van chloormethanen » in plaats van « produktie van chloormethanen » te worden gelezen.

— Artikel 12, 1^o, a) : dient « het CHCl₃-gehalte » in plaats van « het CHCl₃-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 12, 1^o, b) : dient « van CHCl₃ mag niet hoger liggen dan 10 gram per liter totale produktiecapaciteit » in plaats van « van CHCl₃ mag niet hoger liggen dan 10 gram per liter totale produktiecapaciteit » te worden gelezen.

— Artikel 12, 1^o, e) : dient « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in open lucht » in plaats van « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in openlucht » te worden gelezen.

— Artikel 12, 2^o : dient « chloormethaan » in plaats van « chloormethaan » te worden gelezen.

— Artikel 12, 2^o, a) : dient « het CHCl₃-gehalte » in plaats van « het CHCl₃-gehalte » te worden gelezen.

— Artikel 12, 2^o, b) : dient « de gemiddelde maandelijkse lozing van CHCl₃ » in plaats van « de gemiddelde maandelijkse elozing van CHCl₃ » te worden gelezen.

— Artikel 12, 2^o, e) : dient « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in open lucht » in plaats van « wanneer CHCl₃ bevattend afvalwater in openlucht » te worden gelezen.

— Artikel 13, 3de alinea : dient « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten ongeveer 50 % bedragen » in plaats van « De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 50 % bedragen » te worden gelezen.

Afdeling IV Gemeenschappelijke bepalingen en slotbepalingen

— Artikel 14, 3e alinea : dient « Onder nauwkeurigheid dient te worden verstaan het interval waarbinnen 95 % van de resultaten van de uitgevoerde metingen, op eenzelfde monster en volgens dezelfde methode, worden gevonden » in plaats van « Onder nauwkeurigheid wordt verstaan het verschil tussen de werkelijke waarde van de betrokken parameter en experimenteel vastgestelde gemiddelde waarde » te worden gelezen.

— Artikel 15 : dient « de lozingen die hexachloorbenzeen » in plaats van « de lozingen die hexachlorbenzeen » te worden gelezen.

— Artikel 15 : dient « de zuiveringsvoorwaarden meedelen » in plaats van « de zuiveringsvoorwaarden meddelen » te worden gelezen.

— Artikel 17 : dient « stelt specifieke programma's » in plaats van « stelt specifieke programma's » te worden gelezen.

bladzijde 16465 :

— Artikel 17 : dient « Deze specifieke programma's » in plaats van « Deze specifieke programma's » te worden gelezen.

N. 92 — 1921

21 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de produktie van chloorkoolwaterstoffen in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen

De Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Overwegende dat de richtlijn 86/280/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn 88/347/EEG van 16 juni 1988 betreffende de grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van bepaalde onder lijst I van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG vallende gevaarlijke stoffen verplichtingen oplegt aan de Lid-Staten en dat het nodig is bepalingen in het Brussels gewestelijk recht op te nemen teneinde deze verplichtingen na te komen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 22 februari 1988 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van de produktie van de chloorkoolwaterstoffen de richtlijn 86/280/EEG heeft omgezet en dat het besluit bijgevolg moet worden aangevuld met de bepalingen beoogd in de richtlijn 88/347/EEG;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende het voorstel van ordonnantie van 3 december 1990 betreffende de toepassing van de Europese richtlijnen op het vlak van het leefmilieu en het waterbeleid binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de wens die aldus door de politieke meerderheid van de Gewestraad wordt uitgedrukt om enerzijds « de grote achterstand op het vlak van de Europese milieuwetgeving in te halen en anderzijds de procedure zo eenvoudig mogelijk te houden zodat de richtlijnen op een eenvoudige manier kunnen omgezet worden »;

Op voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Besluit:

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Afdeling I

Bijzondere bepalingen inzake hexachloorbenzeen

Art. 2. In deze afdeling verstaat men onder:

- 1° HCB: hexachloorbenzeen;
- 2° PER: perchloorethyleen;
- 3° CCL: koolstoftetrachloride.

Art. 3. De in deze afdeling vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die HCB produceert of gebruikt.

Art. 4. Aan de algemene voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, hierna genoemd « het algemeen reglement » worden de volgende aanvullende voorwaarden toegevoegd:

1° Voor de produktie en verwerking van HCB:

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd HCB mag niet hoger liggen dan 20 gram per ton produktiecapaciteit van HCB;

F. 92 — 1921

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaire et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de la production des hydrocarbures chlorés

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes, du 12 juin 1986, modifiée par la directive du 88/347/CEE du 16 juin 1988 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit régional bruxellois des dispositions qui y répondent;

Considérant que l'arrêté royal du 22 février 1988 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surfaces ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de la production des hydrocarbures chlorés a transposé la directive 86/280/CEE et que par conséquent il doit être complété par les dispositions prévues à la directive 88/347/CEE;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la proposition d'ordonnance du 3 décembre 1990 relative à l'application des directives européennes en matière d'environnement et de la politique de l'eau dans la Région de Bruxelles-Capitale et le souhait manifesté ainsi par la majorité des groupes politiques du Conseil régional de « combler le retard important sur le plan de la législation européenne en matière d'environnement et de maintenir la procédure aussi simple que possible pour pouvoir transposer les directives ».

Sur la proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau de la Région de Bruxelles-Capitale,

Arrête:

Article 1er. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Section I

Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobenzène

Art. 2. Au sens de la présente section, on entend par:

- 1° HCB: hexachlorobenzène;
- 2° PER: perchloorethylène;
- 3° CCL: tétrachlorure de carbone.

Art. 3. Les conditions sectorielles fixées dans la présente section sont applicables au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production ou de l'emploi de l'HCB.

Art. 4. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, dénommé ci-après « le règlement général », s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes:

1° Pour la production et la transformation d'HCB:

a) la quantité moyenne journalière de HCB rejetée ne peut dépasser 20 grammes par tonne de capacité de production de HCB;

b) het HCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 2 milligram per liter;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd HCB mag niet hoger liggen dan 10 gram per ton productiecapaciteit van HCB;

d) het maandelijkse gemiddeld HCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter;

e) er kan een vereenvoudigde procedure worden ingesteld, indien per jaar niet meer dan 1 kg wordt geloosd.

2° Voor de produktie van PER en CCL₄ via perchlorering :

a) de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd HCB mag niet hoger liggen dan 3 gram per ton productiecapaciteit van PER + CCL₄;

b) het HCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 3 milligram per liter;

c) de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd HCB mag niet hoger liggen dan 1,5 gram per ton totale productiecapaciteit van PER + CCL₄;

d) het maandelijkse gemiddeld HCB-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1,5 milligram per liter;

e) er kan een vereenvoudigde procedure worden ingesteld, indien per jaar niet meer dan 1 kg wordt geloosd.

Art. 5. De referentiemethode voor het bepalen van HCB in afvalwater en wateren is de gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel.

De bepalingdrempel ligt voor HCB tussen 1 en 10 nanogram per liter voor wateren en tussen 0,5 en 1 microgram per liter voor afvalwater, naargelang van het aantal storende begeleidende stoffen in het monster.

De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 30 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de waarde van de bepalingdrempel.

Afdeling II

Bijzondere bepalingen inzake hexachloorbutadien

Art. 6. In deze afdeling verstaat men onder :

1° HCB₄ : hexachloorbutadien;

2° PER : perchloorethyleen;

3° CCL₄ : koolstoftetrachloride.

Art. 7. De in deze afdeling vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die HCB₄ produceert of verwerkt.

Art. 8. Voor de produktie van PER en CCL₄ via perchlorering zijn de bijkomende voorwaarden inzake HCB₄ voor het lozen in gewone oppervlaktewateren, de volgende :

1° de dagelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd HCB₄ mag niet hoger ingen dan 3 gram per ton totale productiecapaciteit van PER + CCL₄;

2° het HCB₄-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 3 milligram per liter;

3° de maandelijkse gemiddelde hoeveelheid geloosd HCB₄ mag niet hoger liggen dan 1,5 gram per ton totale productiecapaciteit van PER en CCL₄;

4° het maandelijkse gemiddeld HCB₄-gehalte van de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1,5 milligram per liter;

5° er kan een vereenvoudigde procedure worden ingesteld, indien per jaar niet meer dan 1 kg wordt geloosd.

Art. 9. De referentiemethode voor het bepalen van HCB₄ in afvalwater en wateren is de gaschromatografie met detectie door elektronenvangst, na extractie met een geschikt oplosmiddel.

De bepalingdrempel ligt voor HCB₄ tussen 1 en 10 nanogram per liter voor wateren en tussen 0,5 microgram per liter voor afvalwater, naargelang van het aantal storende begeleidende stoffen in het monster.

De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 50 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de waarde van de bepalingdrempel.

Afdeling III

Bijzondere bepalingen inzake chloroform

Art. 10. In deze afdeling verstaat men onder :

1° CHCl₃ : chloroform.

Art. 11. De in deze afdeling vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die chloormethanen produceert en gebruikt.

1° uit methanol of uit een combinatie methanol en methaan, dit wil zeggen door hydrochlorering van methanol, gevolgd door chlorering van methylchloride;

2° door chlorering van methaan.

b) la teneur en HCB des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

c) la quantité moyenne mensuelle de HCB rejetée ne peut dépasser 10 grammes par tonne de capacité de production de HCB;

d) la teneur moyenne mensuelle en HCB des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre;

e) une procédure simplifiée peut être instaurée si les rejets annuels ne dépassent pas 1 kg par an.

2° Pour les productions de PER et de CCL₄ par perchloration :

a) la quantité moyenne journalière de HCB rejetée ne peut dépasser 3 grammes par tonne de capacité de production totale de PER + CCL₄;

b) la teneur en HCB des eaux déversées ne peut dépasser 3 milligrammes par litre;

c) la quantité moyenne mensuelle de HCB rejetée ne peut dépasser 1,5 gramme par tonne de capacité de production totale de PER + CCL₄;

d) la teneur moyenne mensuelle en HCB des eaux déversées ne peut dépasser 1,5 milligramme par litre;

e) une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets annuels ne dépassent pas 1 kg par an.

Art. 5. La méthode de mesure de référence pour la détermination du HCB dans les effluents et dans les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour le HCB se situe dans une fourchette comprise entre 1 et 10 nanogrammes par litre pour les eaux et entre 0,5 et 1 microgramme par litre pour les effluents selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

Section II

Dispositions spécifiques relatives à l'hexachlorobutadiène

Art. 6. Au sens de la présente section, on entend par :

1° HCB₄ : hexachlorobutadiène;

2° PER : perchloorethylène;

3° CCL₄ : tetrachlorure de carbone.

Art. 7. Les conditions sectorielles fixées dans la présente section sont applicables aux déversements des eaux usées provenant du secteur de la production et de l'emploi d'HCB₄.

Art. 8. Pour les productions de PER et de CCL₄ par perchloration, les conditions complémentaires pour le déversement dans les eaux de surface ordinaires en ce qui concerne l'HCB₄ sont les suivantes :

1° la quantité moyenne journalière de HCB₄ rejetée ne peut dépasser 3 grammes par tonne de capacité de production totale de PER + CCL₄;

2° la teneur en HCB₄ des eaux déversées ne peut dépasser 3 milligrammes par litre;

3° le rejet mensuel moyen de HCB₄, ne peut dépasser 1,5 gramme par tonne de capacité de production totale de PER et de CCL₄;

4° la teneur moyenne mensuelle en HCB₄ des eaux déversées ne peut dépasser 1,5 milligramme par litre;

5° une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets ne dépassent pas 1 kg par an.

Art. 9. La méthode de mesure de référence pour la détermination du HCB₄ dans les effluents et dans les eaux est la chromatographie en phase gazeuse avec détection par capture d'électrons après extraction par solvant approprié.

La limite de détermination pour le HCB₄ se situe dans une fourchette comprise entre 1 et 10 nanogrammes par litre pour les eaux entre 0,5 et 1 microgramme par litre pour les effluents, selon le nombre de substances parasites présentes dans l'échantillon.

L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

Section III

Dispositions spécifiques relatives au chloroforme

Art. 10. Au sens de la présente section, on entend par :

1° CHCl₃ : chloroforme.

Art. 11. Les conditions sectorielles fixées dans la présente section sont applicables aux déversements des eaux usées provenant du secteur de la production et de l'emploi de chlorométhanes :

1° à partir de méthanol ou d'une combinaison de méthanol et de méthane, c'est-à-dire par hydrochloration du éthanol puis chloration du chlorure de méthyle;

2° par chloration du méthane.

Art. 12. Aan de algemene voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren genoemd in het algemeen reglement, worden de volgende bijkomende voorwaarden toegevoegd:

1° voor de produktie van chloormethanen uit methanol of uit een combinatie van methanol en methaan:

a) het CHCL₃-gehalte in de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter;

b) de gemiddelde maandelijkse lozing van CHCL₃ mag niet hoger liggen dan 10 gram per liter totale produktiecapaciteit van chloormethaan;

c) de gemiddelde dagelijkse grenswaarden zijn gelijk aan tweemaal de gemiddelde maandelijkse waarden;

d) er kan een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld indien per jaar niet meer dan 30 kg wordt geloosd;

e) de lozingsvoorwaarden moeten stroomopwaarts worden nageleefd wanneer CHCL₃ bevattend afvalwater in openlucht sterk in beweging wordt gebracht.

2° Voor de produktie van chloormethaan door chlorering van methaan:

a) het CHCL₃-gehalte in de geloosde wateren mag niet hoger liggen dan 1 milligram per liter;

b) de gemiddelde maandelijkse elozing van CHCL₃ mag niet hoger liggen dan 7,5 gram per liter totale produktiecapaciteit van chloormethaan;

c) de gemiddelde dagelijkse grenswaarden zijn gelijk aan tweemaal de gemiddelde maandelijkse waarden;

d) er kan een vereenvoudigde controleprocedure worden ingesteld indien per jaar niet meer dan 30 kg wordt geloosd;

e) de lozingsvoorwaarden moeten stroomopwaarts worden nageleefd wanneer CHCL₃ bevattend afvalwater in openlucht sterk in beweging wordt gebracht.

Art. 13. De referentiemeetmethode voor het bepalen van chloroform in afvalwater en wateren is de gaschromatographie.

Er moet een gevoelige detector worden gebruikt wanneer de concentratie lager is dan 0,5 milligram per liter; in dat geval ligt de bepalingdrempel op 0,1 microgram per liter. Voor een concentratie hoger dan 0,5 milligram per liter is een bepalingdrempel van 0,1 milligram per liter adequaat.

De nauwkeurigheid en de precisie van de methode moeten plus minus 50 % bedragen bij een concentratie van tweemaal de waarde van de bepalingdrempel.

Afdeling IV

Gemeenschappelijke bepalingen en slotbepalingen

Art. 14. Het debiet van het afvalwater moet worden bepaald met een nauwkeurigheid van ongeveer 20 %.

Onder bepalingdrempel wordt verstaan de kleinste met een gegeven werkwijze in een monster kwantitatief bepaalde hoeveelheid die nog van nul kan worden onderscheiden.

Onder nauwkeurigheid wordt verstaan het verschil tussen de werkelijke waarde van de betrokken parameter en experimenteel vastgestelde gemiddelde waarde.

Art. 15. Onverminderd de bepalingen voorzien in de artikelen 3, 6 en 9 van dit besluit moeten de bedrijven, die hun activiteiten na 1 juni 1988 opstarten en waarvan de produktiecapaciteit of het gebruik van hexachloorbenzeen, hexachloorbutadien of chloroform sedert die datum aanzienlijk verhoogd is, in de aanvraag van de lozingsvergunning het bewijs leveren dat ze de normen toepassen die overeenstemmen met de best beschikbare technische middelen om de lozingen die hexachlorbenzeen, hexachlorbutadien of chloroform bevatten te voorkomen, of te verminderen. De bedrijven moeten eveneens de zuiveringsvoorwaarden meddelen die ze kunnen naleven bij de toepassing van deze technologie.

Art. 16. Teneinde na te gaan of de lozingen van de in dit besluit bedoelde stoffen voldoen aan de emissienormen, stelt de Minister bevoegd inzake Waterbeleid een controleprocedure in.

Deze procedure moet omvatten: het nemen en analyseren van monsters, het meten van het lozingsdebiet en de hoeveelheid verwerkte stoffen, of, in voorkomend geval het meten van de kenmerkende parameters van de verontreinigende activiteit.

Art. 17. De Minister bevoegd inzake Waterbeleid stelt specifieke programma's op ter voorkoming of wegneming van de verontreiniging die afkomstig is uit andere significante bronnen van deze stoffen dan de lozingsbronnen die onderworpen zijn aan het stelsel

Art. 12. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par le règlement général, s'ajoutent les conditions complémentaires suivantes:

1° pour la production de chlorométhane à partir du méthanol ou d'une combinaison de méthanol et de méthane:

a) la teneur de CHCL₃ des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre;

b) le rejet mensuel moyen de CHCL₃ ne peut dépasser 10 grammes par litre de capacité totale de production de chlorométhane;

c) les valeurs limites moyennes journalières sont égales au double des valeurs moyennes mensuelles;

d) une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets ne dépassent pas 30 kilos par an;

e) les conditions de déversement doivent être respectées en amont de toute agitation à l'air libre des effluents contenant de CHCL₃;

2° Pour la production de chlorométhane par chloration du méthane:

a) la teneur en CHCL₃ des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre;

b) le rejet mensuel moyen de CHCL₃ ne peut dépasser 7,5 grammes par litre de capacité totale de production de chlorométhane;

c) les valeurs limites en moyennes journalières sont égales au double des valeurs moyennes mensuelles;

d) une procédure de contrôle simplifiée peut être instaurée si les rejets annuels ne dépassent pas 30 kg par an;

e) les conditions de déversement doivent être respectées en amont de toute agitation à l'air libre des effluents contenant le CHCL₃.

Art. 13. La méthode de mesure de référence pour détecter la présence de chloroforme dans les effluents et les eaux est la chromatographie en phase gazeuse.

Un détecteur sensible doit être utilisé lorsque la concentration est inférieure à 0,5 milligramme par litre, dans ce cas, la limite de détermination est de 0,1 microgramme par litre. Pour une concentration supérieure à 0,5 milligramme par litre, une limite de détermination de 0,1 microgramme par litre est satisfaisante.

L'exactitude et la précision de la méthode doivent être de plus ou moins 50 % pour une concentration qui représente deux fois la valeur de la limite de détermination.

Section IV

Dispositions communes et finales

Art. 14. Les mesures du débit doivent être effectuées avec une exactitude de l'ordre de 20 %.

Par limite de détermination, il faut entendre la quantité la plus petite, quantitativement déterminable dans un échantillon, sur la base d'une procédure de travail donnée, qui puisse encore être distinguée de zéro.

Par exactitude, il faut entendre l'intervalle dans lequel 95 % des résultats des mesures effectuées, sur un même échantillon et en employant la même méthode, sont trouvés.

Art. 15. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles 3, 6 et 9 du présent arrêté, les établissements dont les activités ont débuté après le 1er juin 1988 ou dont la capacité de production ou l'emploi d'hexachlorobenzène, d'hexachlorobutadiène ou de chloroforme a considérablement augmenté depuis cette date, doivent, dans leur demande d'autorisation de rejets, fournir la preuve qu'ils appliquent les normes correspondant aux meilleurs moyens techniques disponibles pour prévenir ou réduire les rejets contenant de l'hexachlorobenzène de l'hexachlorobutadiène ou du chloroforme. Les établissements sont également tenus de communiquer les conditions d'épuration qu'ils peuvent respecter en appliquant cette technologie.

Art. 16. Afin de vérifier si les rejets des substances visées dans le présent arrêté satisfont aux normes d'émission, le Ministre ayant la Politique de l'Eau dans ses compétences institue une procédure de contrôle.

Cette procédure doit prévoir le prélèvement et l'analyse d'échantillons, la mesure du débit des rejets et de la quantité des substances traitées ou, le cas échéant, la mesure des paramètres caractéristiques de l'activité polluante.

Art. 17. Le Ministre ayant la Politique de l'Eau dans ses compétences, établit des programmes spécifiques en vue d'éviter ou d'éliminer la pollution provenant de sources significatives de ces substances autres que les sources de rejets soumises au régime des

van communautaire grenswaarden of nationale emissienormen. Deze specifieke programma's dienen ten laatste op 1 juni 1993 van kracht te worden.

Door de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest :

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

D. GOSUIN

valeurs limites communautaires ou des normes d'émission nationales. Ces programmes spécifiques doivent entrer en vigueur au plus tard le 1er juin 1993.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Minitres-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

F. GOSUIN

N. 92 — 1992

21 MEI 1992. — Besluit van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest houdende vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de produktie, de omzetting en het gebruik van 1-2 dichloorethaan in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen

De Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging;

Overwegende het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juli 1985.

Overwegende dat de richtlijn 86/280/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 12 juni 1986, gewijzigd bij de richtlijn 88/347/EEG en bij de richtlijn 90/415/33G van 27 juli 1990 betreffende de grenswaarden en kwaliteitsdoelstellingen voor lozingen van bepaalde onder lijst I van de bijlage van richtlijn 76/464/EEG vallende gevaarlijke stoffen, verplichtingen oplegt aan de Lid-Staten en dat het nodig is bepalingen in het Brusselse gewestelijk recht op te nemen teneinde deze verplichtingen na te komen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 22 februari 1988 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van de produktie van de chloorkoolwaterstoffen de richtlijn 86/280/EEG heeft omgezet en dat het besluit bijgevolg moet worden aangevuld met de bepalingen beoogd in de richtlijn 90/415/EEG;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende het voorstel van ordonnantie van 3 december 1990 betreffende de toepassing van de Europese richtlijnen op het vlak van het leefmilieu en het waterbeleid binnen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de wens die aldus door de politieke meerderheid van de Gewestraad wordt uitgedrukt om enerzijds « de grote achterstand op het vlak van de Europese milieuwetgeving in te halen en anderzijds de procedure zo eenvoudige mogelijk te houden zodat de richtlijnen op een eenvoudige manier kunnen omgezet worden ».

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. In dit besluit verstaat men onder :

« EDC » : 1-2 dichloorethaan;

Art. 3. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector die EDC produceert, omzet of gebruikt.

Art. 4. Aan de algemene voorwaarden voor de lozing van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, vastgesteld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor

F. 92 — 1992

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les conditions sectorielles de déversement dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics des eaux provenant de la production, de la transformation et de l'utilisation du 1-2 dichloroéthane

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Considérant l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifiés par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Considérant que la directive 86/280/CEE du Conseil des Communautés européennes du 12 juin 1986, modifiée par la directive 88/347/CEE et par la directive 90/415/CEE du 27 juillet 1990 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE, impose des obligations aux Etats membres et qu'il est nécessaire d'introduire dans le droit bruxellois des dispositions qui y répondent;

Considérant que l'arrêté royal du 22 février 1988 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surfaces ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant de la production des hydrocarbures chlorés a transposé la directive 86/280/CEE et que par conséquent il doit être complété par les dispositions prévues à la directive 90/415/CEE.

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant l'ordonnance du 5 septembre 1991 relative à l'application des directives européennes en matière d'environnement et de la politique de l'eau dans la Région de Bruxelles-Capitale et le souhait manifesté ainsi par la majorité des groupes politiques du Conseil régional de combler le retard important sur le plan de la législation européenne en matière d'environnement et de maintenir la procédure aussi simple que possible pour pouvoir transposer les directives ».

Sur la proposition du Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau de la Région de Bruxelles-Capitale;

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

« EDC » : 1-2 dichloroéthane;

Art. 3. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables au déversement des eaux usées provenant du secteur de la production, de la transformation ou l'utilisation d'EDC.

Art. 4. Aux conditions générales prévues pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires par l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements